



LE GRAND REMUE-MÉNINGES DE LA DGFIP LA GROSSE FICELLE DU MANAGEMENT PARTICIPATIF DE BERCY MOINS D'AGENTS MAIS PLUS PRODUCTIFS



Le 18 mai 2022, le directeur général lance aux agents son « grand remue-ménages, une démarche participative inédite pour la feuille de route stratégique de la DGFIP, qui pourra être le cadre d'un futur nouveau contrat d'objectifs et de moyens ».

Le 17 juin 2022, le DDFIP de Seine St Denis exécute la commande du DG et recherche les agents pour la constitution de six groupes de travail, représentant la diversité des métiers exercés au sein de la DDFIP.

« Animés par des cadres de la DDFIP, ces groupes de travail réuniront, sur la base du volontariat, une douzaine d'agents de tous grades, chaque groupe sera invité à réfléchir, dans le cadre d'un atelier d'une demi-journée, à des propositions d'orientations stratégiques pour la DGFIP ».

La DGFIP depuis de nombreuses années mène d'importantes réorganisations de nos services et organise des suppressions massives de personnels (**-20 745 emplois en 10 ans de 2012 à 2022**).

Est-il question de réimplanter les services fermés ?

Est-il question de réimplanter tous les emplois supprimés ?

Absolument pas !!!

Pour accélérer ces processus et recueillir une acceptation des agents, la DGFIP recherche une soi-disant collaboration des personnels, qui sont sollicités pour participer à des groupes de travail à la mode du management participatif.

Le management participatif – qu'est-ce que c'est ?

Inventé dans les années 60 aux Etats-Unis et adopté en France par des sociétés comme Dassault Systèmes (environnement participatif 3DS swYm), le management participatif nous convie à quitter le modèle hiérarchique pour travailler de manière transversale... du moins sur le papier.

Ce management ne met aucun terme à la domination sociale et hiérarchique

Il en renouvelle simplement les formes. Les directions de l'administration s'engagent dans cette autre voie de management pour obtenir une adhésion de façade du personnel, concrètement le but est d'accroître la charge de travail et ainsi poursuivre les réductions d'effectifs et de moyens.

Le management participatif consiste à créer un volontariat des personnels visant leur acceptation d'une pression accrue dans un contexte où la souffrance au travail va se trouver renforcée. En parallèle, la mise en place d'une rémunération « au mérite » permettra de faire un tri entre les « bons » et les « mauvais » éléments, c'est-à-dire ceux qui acceptent le contexte et ceux qui s'en méfient.

L'ambiguïté de ce concept repose sur la confusion entre performance et pouvoir de décision. Le management participatif ne traite que de la performance. Il repose sur l'intériorisation des conflits et l'adhésion au système. Dans ce management, nous devons nous « motiver », devenir « force de proposition », devenir « autonomes » et « prendre des responsabilités » sur nos tâches. Il cache les logiques de pouvoir dans l'organisation du travail en manipulant le sentiment individuel.



Pourquoi refuser d'adhérer au management participatif ?

Pour notre section syndicale, ce n'est pas en participant à ces groupes qu'on peut avoir une quelconque influence sur les orientations stratégiques de la DGFIP déjà décidées en amont par le DG et le gouvernement. Le but est à chercher dans la démarche elle-même. Il s'agit d'abord de trouver les relais hiérarchiques aux décisions de direction et impliquer les personnels pour qu'ils puissent scier eux-mêmes la branche sur laquelle ils sont assis et s'opposer les uns aux autres.

Pendant ce temps, la direction continue son démantèlement alors que les conséquences sur les personnels sont de plus en plus dures.

C'est pour cela que l'organisation de ces groupes repose sur un appel à volontaires qui doit être boycotté. Travailler toujours plus dans un contexte tendu, tel est l'horizon qui nous est proposé le « remue méninges » consiste à faire passer cette logique délétère. C'est une forme de manipulation à peine dissimulée !

C'est pourquoi la CGT finances publiques 93 vous invite à ne pas participer à cette démarche qui est un outil de collaboration, au seul bénéfice des plans de Bercy visant à liquider notre service public.

Ne soyons pas dupes, nous ne sommes pas là pour aider à liquider les services et nos conditions de travail ! Organisons-nous pour préserver nos services, nos emplois avec la CGT !